

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi et cartes communales (liste indicative d'informations à fournir)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision , DP ou DUP...)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
Révision de PLU		Commune de Chasselay

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi

Date de débat du PADD	06 novembre 2017
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	Monsieur Jacques PARIOST, le Maire
Courriel	secretairegenerale@chasselay.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire

Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Commune de Chasselay
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	2747 (INSEE 2014)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	
Superficie du territoire	1278 ha

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? *Annexe : la délibération engageant la procédure*

- Elaborer un document d'urbanisme qui soit compatible avec la législation et les documents d'urbanisme supra-communaux.
- Redéfinir les zones, les alignements ainsi que les Espaces Boisés Classés.
- Maintenir un rythme de croissance raisonné et organiser le développement et le renouvellement urbain de la commune pour soutenir l'animation et la vie du village.
- Poursuivre la diversification de l'offre de logements en favorisant le développement d'une offre locative, ainsi que pour l'accès à la propriété pour primo-accédant pour attirer et maintenir les jeunes ménages sur la communes, proposer des logements pour les personnes à mobilité réduite et ainsi favoriser la mixité sociale et générationnelle et soutenir le renouvellement démographique.
- Préserver le patrimoine architectural de la commune et la qualité du cadre de vie, avec la protection des parcs.
- Eviter l'étalement urbain pour préserver les espaces agricoles et naturels de la commune.

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

- 1.1. Tendre vers un développement équilibré prenant en compte l'ensemble des ressources et des capacités du territoire
 - Préserver les espaces agro-naturels en limitant les extensions urbaines et le développement des hameaux
 - Densifier le village dans une logique d'économie d'espaces et de qualité urbaine
- 1.2. Programmer une croissance démographique et résidentielle cohérente avec les besoins de la commune
 - Une population maximale de 3 400 habitants en 2030
 - Vers un renouvellement démographique et une mixité sociale et intergénérationnelle
 - Permettre un parcours résidentiel complet à l'échelle communale
- 1.3. Affirmer l'urbanité et la centralité du village
 - Prioriser le développement à l'intérieur du tissu urbain, à proximité des pôles d'attractivité
 - Encadrer et maîtriser le développement résidentiel dans les secteurs stratégiques de développement
 - Conforter la vocation commerçante du bourg
- 1.4. Renforcer le pôle de loisirs et redéfinir les usages des équipements du bourg
- 1.5. Renforcer la densification du village en engageant des opérations de renouvellement urbain
- 1.6. Améliorer les déplacements piétons et favoriser l'usage des espaces publics
- 1.7. Limiter le développement et la densification des secteurs excentrés du village
- 2.1. Préserver le patrimoine bâti et paysager de la commune
 - Protéger le patrimoine bâti
 - Limiter les impacts de l'urbanisation sur le grand paysage
 - Maintenir l'ambiance végétale de la commune
 - Protéger les secteurs à forte valeur paysagère de toute nouvelle construction
- 2.2. Respecter le fonctionnement écologique du territoire
 - Assurer le maintien de la biodiversité sur le territoire
 - Réduire l'impact du développement de la commune sur le cycle naturel de l'eau et les milieux
- 3.1. Soutenir le développement et l'implantation des activités économiques
 - Renforcer le tissu commercial du village
 - Permettre le développement et le regroupement des activités artisanales et industrielles
- 3.2. Soutenir l'activité agricole
 - Soutenir le développement de l'activité agricole
 - Limiter les constructions non liées à l'activité agricole aux seules évolutions modérées des constructions à usage d'habitation existantes
- 3.3. Valoriser les circuits de promenades et randonnées piétonnes et cyclables pour mettre en valeur les patrimoines au service de l'attractivité touristique

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;

- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

- Renforcer la centralité du village en menant des opérations de renouvellement urbain sur des secteurs occupés par des équipements publics vétustes
- Renforcer la mixité sociale et intergénérationnelle en lien avec l'EHPAD du Val d'Or
- Maîtriser le phénomène de densification et de découpage foncier dans les secteurs excentrés du village
- Protéger les grands espaces agricoles

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Oui, CDPENAF

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la loi Montagne ?	Non
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : <i>Léman, Bourget, Annecy</i>) ?	Non
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise
- un SCoT , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	SCoT du Beaujolais (non Grenelle)
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	SDAGE Rhône-Méditerranée

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Non

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<ul style="list-style-type: none"> - Urbaniser en priorité les dents creuses et secteurs disponibles dans l'enveloppe urbaine - Engager des opérations de renouvellement urbain - Stopper les extensions urbaines dans les secteurs éloignés du bourg - Orientations d'Aménagement et de Programmation avec une densité moyenne de 42 logements/ha - Organiser, densifier et mutualiser les projets d'équipements publics en greffe de bourg
---	---

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	<ul style="list-style-type: none"> - Densification du bourg plus importante avec des opérations de renouvellement urbain - Définition d'un projet de greffe de bourg maîtrisé (OAP) à vocation d'hébergement pour public spécifique et de loisirs avec un objectif de mutualisation des espaces communs - Réduction du mitage et des extensions non maîtrisées sur les franges urbaines.
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<ul style="list-style-type: none"> - Estimation de construction de 200 logements maximum pour les 12 ans à venir (dont environ 125 maîtrisés par des Orientations d'Aménagement et de Programmation) - Environ 400 habitants supplémentaires entre 2018 et 2030, soit un taux de croissance annuel moyen d'1%. - Production d'environ 25 hébergements destinés aux personnes âgées en lien avec l'EHPAD du Val d'Or - Délocalisation d'équipements publics dans un pôle de loisirs sur l'actuelle zone UL transformée en zone AU avec OAP et mutualisation des espaces communs
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	<ul style="list-style-type: none"> - Zone AU Chemin de Fromentin (logement): 1,5 ha déjà classés en zone AU dans le PLU en vigueur - Zone AU Plantin (logement) : 0,5 ha - Zone AUs Chemin de la Grange (hébergement pour personnes âgées) : 1 ha - Zone AUe (équipements sportifs) : environ 2,5 ha déjà classés en zone U dans le PLU en vigueur (emprise réduite de 1 ha dans la révision du PLU)
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	<ul style="list-style-type: none"> - Programmation de trois opérations de démolition/reconstruction (OAP) sur des équipements publics vétustes dans le village pour un potentiel d'environ 80 logements - Prise en compte de toutes les dents creuses mobilisables localisées dans le tissu urbain dans le calcul des objectifs de production de logements - Prise en compte des potentielles divisions des terrains bâtis dans le calcul des objectifs de production de logements

<p>Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).</p>	<p><u>Zone AU Chemin de Fromentin (logement) : impacts agricoles et naturels nuls</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Espace en prairie non exploitée - Maintien des masses végétales dans l'OAP - Connexion de la zone à un chemin piétons existant pour faciliter les déplacements doux vers le village <p><u>Zone AU Plantin (logement) : impacts agricoles et naturels nuls</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Espace en prairie non exploitée (utilisée en agrément) - Maintien des masses végétales dans l'OAP - Connexion de la zone à un chemin piétons existant pour faciliter les déplacements doux vers le village <p><u>Zone AUs Chemin de la Grange (hébergement pour personnes âgées) : impacts agricoles et naturel faibles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Propriété foncière communale - Faible part des surfaces cultivées par l'exploitant agricole - Grande culture céréalière - Connexion de la zone à un chemin piétons existant pour faciliter les déplacements doux vers le village - Pas d'espaces naturels <p><u>Zone AUe (équipements sportifs) : environ 2ha</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Propriété foncière en partie communale - Faible part des surfaces cultivées par l'exploitant agricole - Grande culture céréalière - Pas d'espaces naturels

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		X	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		X	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		X	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?	X		- Bois Chatelard, Bois des Roches, Mont Narcel et leurs environs - Pelouses et boisements de Chasselay Protection de ces espaces à enjeux par un zonage Naturel ou Agricole inconstructible
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		X	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE , SCoT, DTA...) ?	X		Corridors écologique au Nord du territoire communal ainsi que le long du ruisseau des Gorges. Protection de ces espaces à enjeux par un zonage Naturel ou Agricole inconstructible (indice « co »)
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?	X		- Mare de la Gueule du Nant - Ruisselets de Fontcharit Protection de ces espaces à enjeux par un zonage Naturel ou Agricole inconstructible (indice « zh »)

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, zone de présomption de prescription archéologique...) ?		X	
Site classé ou projet de site classé ?		X	
Site inscrit ou projet de site inscrit ?		X	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		X	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		X	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		X	

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		X	
Captages :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ?

4.4. Ressource en eau			
			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		X	
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?		X	
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	X		Syndicat Intercommunal des Eaux du Val d'Azergues ; eau importée depuis le Syndicat Mixte d'Eau Potable Saône Turdine qui dispose d'une ressource suffisante et qui est sécurisé par la Communauté d'Agglomération de Villefranche, le SIE des Monts du Lyonnais et de la Basse Vallée du Gier, le SIDE Rhône Loire Nord ainsi que le SMEP Rhône Sud.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		X	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		X	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	X		STEP d'une capacité nominale de 4280 Equivalent-Habitant Charges entrantes : 2362 EH, soit une capacité restante de 1918 EH (environ 400 habitants supplémentaires projetés dans le PLU). STEP mise en service en 2014 conforme en équipement et en performance.

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :			
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?		X	

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>) ?		X	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		X	
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		X	

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	X		Risques géologiques (coulées de boue, glissements de terrains et chutes de blocs) Prise en compte des risques dans le règlement (limitation de la construction dans les secteurs concernés par des règles précises)
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		X	
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		X	
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	X		Infrastructures de transport terrestres bruyantes (RD42, D16, D306 et voie ferrée)

4.7. Air, énergie, climat

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?	X		<ul style="list-style-type: none"> - Concentration du développement urbain dans l'enveloppe urbaine du village pour rapprocher les habitants de la centralité et limiter les déplacements motorisés et les émissions de GES - Développement/création de cheminements piétons pour favoriser les déplacements doux et réduire les émissions de GES
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		X	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>

Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	□
-----------	--	---